

# Lutte de classe

## Le syndicalisme à la dérive.

Thibault a été réélu à la direction de la CGT avec 87,48%, les membres de la Commission exécutive confédérale ont recueilli entre 86,43% et 89,32%, on est en droit de parler d'un plébiscite à première vue et le Front syndical de classe écrit le 13 décembre : « *ce congrès bouclé d'avance sonne comme un échec pour B. Thibault* », comprenez qui pourra, la méthode Coué en guise d'analyse, on va aller loin avec de tels procédés. Cela me fait penser à la majorité des syndiqués de la CFDT qui avaient rejeté la ligne liquidatrice de leur direction sur la question des régimes spéciaux des retraites en 1995 et qui sera réélue triomphalement à la tête de leur syndicat trois ans plus tard. On aurait pu prendre aussi comme exemple le rejet par la CCN de la CGT du projet de traité constitutionnel européen en 2005 soutenu par Thibault avant qu'il ne soit réélu aussi triomphalement l'année suivante, comme si finalement rien ne s'était passé.

Et aussi loin qu'on regarde vers le passé on est bien obligé de constater qu'on en est toujours au même point 60 ans plus tard : « *plus que jamais les travailleurs et les syndiqués doivent se réapproprier leurs outils syndicaux* », là on tombe dans l'espoir béat, la foi sans borne et inconsistante, la grande illusion qui s'explique peut-être par une confusion à la base : « *Le combat entre réformiste et révolutionnaire est désormais clairement identifié devant nous* », alors qu'on cherchera en vain ce qu'il y a de « *révolutionnaire* » à soutenir des revendications qui ne remettent pas fondamentalement en cause les fondements du régime capitalisme devenu indépassable pour les uns et les autres, le syndicalisme ne pouvant se fixer un autre horizon, la république sociale ou le socialisme par exemple, puisqu'il aurait forcément un contenu politique trop visible et qu'il est bien connu que les syndicats ne font pas de politique, pardon, ils ne sont pas apolitiques, ils sont indépendants ! Indépendants, sauf de l'Etat et du capitalisme qui les engraisse.

Si vous consultez l'histoire du syndicalisme européen depuis le mouvement chartiste en Grande-Bretagne au cours de la première moitié du XIXe siècle, vous vous rendrez compte que chaque mouvement social de masse ou que chaque étape de la lutte des classes qui était favorable à la classe ouvrière s'est soldée par des avantages consentis par la bourgeoisie aux syndicats, ceux-ci les ayant fait passer pour des avantages consentis à la classe ouvrière, alors qu'en réalité ils n'ont servi qu'à mieux l'asservir au capitalisme en renforçant le rôle des syndicats qui pouvaient tranquillement se livrer à la collaboration de classes. Prenez le temps de faire cette expérience enrichissante, comme dit Thibault « *y a pas photo* » ! Aucun de ces « *acquis* » n'aurait été concédé par les représentants du capitalisme aux syndicats s'ils avaient été dirigés par des militants marxistes révolutionnaires.

Marx expliquait que toute lutte sociale est politique, mais pour les syndicalistes du XXIe siècle, cela ne veut plus rien dire.

La question de la rupture avec le financement des syndicats par l'Etat est déterminante, car elle porterait un coup terrible aux « *outils syndicaux* » qui sont entre les mains de milliers de permanents payés en fait par le régime et à sa solde, certains d'entre eux depuis des décennies, et qui constituent les piliers de la bureaucratie syndicale parasite, le véritable pouvoir au sein de la CGT ou des syndicats en général. L'argent est le nerf de la guerre dit-on, mais personne ne tient apparemment à aborder cette question. Nos révolutionnaires lui préfèrent des luttes d'appareil sans lendemain.

Le financement des syndicats par l'Etat est le principal instrument pour corrompre leurs membres, qui au départ ne sont déjà pas franchement des révolutionnaires. Que cette question n'effleure même pas l'esprit des militants a franchement de quoi laisser perplexes pour la suite.

Lors de son intervention mardi au 49e congrès de la CGT Jean-Pierre Delannoy a tenu à montrer patte blanche, il n'est « *membre d'aucune organisation politique* », pour un peu ce serait un honneur ! Il n'avait pas besoin de le préciser puisque son orientation ne remet pas en cause la politique suivie par les dirigeants de la CGT depuis 1945 dont ils se réclament lui-même d'ailleurs, mieux elle ne s'inscrit pas dans la perspective de la remise en cause du capitalisme.

On aura compris qu'en toile de fond à cette précision figurait l'indépendance du syndicat par rapport à tout parti politique cher à tous les fossoyeurs du mouvement ouvrier depuis 1906, qui permettait de passer sous silence la dépendance financière de la CGT vis-à-vis de l'Etat, du patronat et de l'Union européenne, donc du régime capitaliste.

Il reproche à la direction actuelle son « *orientation qui tourne le dos aux idéaux, aux conceptions et aux armes de la classe ouvrière qui ont fait la particularité et la force de la CGT* », sans jamais citer dans son intervention l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui demeure l'émancipation du salariat, du capital, autrement dit le renversement de l'ordre établi et l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, objectif qui coïncide avec le combat pour le socialisme et le communisme qu'il ne partage pas apparemment.

Qu'a-t-il proposé aux congressistes ? (<http://ouvalacgt.over-blog.com>, 10 décembre 2009)

La CGT doit « *sortir de la démarche institutionnelle* », oubliant au passage que celle-ci devait commencer par la rupture des relations avec Sarkozy, son gouvernement et le patronat, avec la CES, avec le financement du syndicat par l'Etat. Que vaut sa diatribe contre la CES quand la CGT est financé par l'Union européenne et qu'il le passe sous silence ? La même remarque est valable pour Roger Silvain.

Selon lui « *la CGT ne doit pas être une organisation syndicale d'accompagnement du système capitaliste* », alors qu'elle n'a jamais cessé d'être autre chose depuis 1945 (notamment) au même titre que l'ensemble du mouvement ouvrier. Il faudrait commencer par l'expliquer pour comprendre de quoi on cause, non ?

« *La CGT doit redevenir un outil de lutte au service de la classe ouvrière* », dans quel objectif : « *il nous faut redéfinir les objectifs revendicatifs clairs, précis qui répondent aux attentes des salariés, à leurs revendications exprimées dans les luttes* », dans le cadre de la pérennité du régime capitalisme puisque c'est l'horizon indépassable de la CGT.

Que l'on comprenne bien : une infime minorité de travailleurs sont syndiqués, ce sont ces travailleurs qui se mobilisent à l'appel des syndicats lorsque leurs propres intérêts sont en jeu, parmi eux, les trois quart appartiennent aux couches supérieures privilégiées du prolétariat, fonctionnaires et aristocratie ouvrière confondus ils défendent un syndicalisme corporatiste, de par leur situation spécifique ils constituent de tous temps les bastions ouvriers qui soutiennent le régime capitaliste, il ne faut pas chercher ailleurs les 87% qui ont voté Thibault, les objectifs que se fixent les syndicats depuis des lustres n'ont jamais dépassé l'amélioration des conditions de vie de l'ouvrier qui le fait de plus en plus ressembler à un bourgeois, sans se soucier que des millions de travailleurs et leurs familles étaient littéralement sacrifiés ou laissés pour contre au passage, sans se soucier que c'était le meilleur moyen de subordonner la classe ouvrière au capitalisme en l'absence de toute issue politique, ce qui rend le syndicalisme étranger à l'immense majorité des travailleurs qui ont plus d'une bonne raison de juger qu'il n'est finalement pas leur affaire, au-delà leur attitude envers les partis ouvriers qu'ils désertent ou dont ils se détournent est parfaitement justifiée.

Roger Silvain du collectif front syndical de classe est sur la même ligne. (Marianne, mercredi 9 Décembre 2009)

Pour lui « *la dérive de la CGT a commencé à s'amorcer avant l'arrivée de Bernard Thibault à la tête de la CGT, à partir des années 1994-1995* » et non 50 ou 90 ans plus tôt. Il est vrai que l'on ne parle pas tout à fait de la même chose, ce qui embarrasse Delannoy et Silvain, c'est que les capitalistes s'attaquent depuis le milieu des années 90 aux avantages acquis ou aux privilèges consentis précédemment à l'aristocratie ouvrière et aux fonctionnaires par l'Etat ou les capitalistes qui sont devenus le fond de commerce de la CGT (et de tous les syndicats). Sans l'avouer, ce sont des nostalgiques de l'époque glorieuse du capitalisme français quand il se partageait avec une poignée de nations impérialistes la surexploitation des peuples sur tous les continents, ce qui donnait du « *grain à moudre* » aux syndicalismes déjà totalement inféodés au capitalisme.

Il en vient à refaire l'histoire, à vouloir imposer ses propres repères afin d'exister, selon lui la dérive de la CGT proviendrait de son adhésion à la CES. Bien, pourquoi pas, alors pourquoi ne pas avancer la nécessité de rompre avec la CES ? Parce que si sa conception du syndicalisme se distingue de celle de Thibault sur la méthode, finalement elle n'est pas contradictoire avec son objectif qui n'a rien à voir avec l'émancipation de la classe de l'exploitation et c'est normal. J'explique ici pourquoi cette question est déterminante et conditionne l'ensemble du combat du mouvement ouvrier, partis et syndicats confondus, son avenir et celui de la classe ouvrière. Oui, pas moins !

Prenez 1.000 militants qui se disent anticapitalistes, demandez-leur combien d'entre eux combattent réellement dans la perspective d'abattre le capitalisme. Ils vont tous vous répondre que leur combat se situe dans cette perspective. Demandez-leur ensuite sur quoi et comment s'exprime concrètement ce combat. Là les choses vont commencer à se corser sérieusement. Soyons plus précis, demandez-leur comment ils en sont arrivés à se fixer cet objectif ? Et là ils vont partir en vrille ! Ils seront particulièrement prolixes pour vous expliquer en long en large et en travers que les conséquences de la survie du capitalisme sont insupportables, que les inégalités et les injustices sont intolérables, qu'il faudrait parvenir à une meilleure répartition des richesses, d'où leur combat pour l'amélioration des conditions d'existence et de travail des exploités, la défense des acquis ou des droits sociaux, etc. Que constatons-nous ? Leur analyse n'a jamais dépassé le stade des apparences, des conséquences immédiates, matérielles, visibles de la survie du capitalisme. A aucun moment ils n'ont fait référence à leurs causes, aux rapports sociaux d'exploitation, aux contradictions entre les classes qui en constituent la base, à aucun moment ils ne sont remontés aux origines de la situation qu'ils ont sous les yeux, du coup ils seront incapables de les désigner aux masses comme étant le véritable objectif à atteindre pour changer leur destin... On n'éduque pas les masses avec des tautologies ou en leur expliquant ce qu'elles savent mieux que personne pour le vivre quotidiennement. A ce stade, ils sont déjà impuissants à agir sur les fondements du capitalisme, ils ne représentent aucun danger pour les classes dominantes. Tous à leur façon accompagnent le capitalisme sans sa course vers l'abîme. Ils appartiennent déjà au passé, leur inconsistance ou leur ignorance leur tient lieu de théorie, ce sont de dangereux aventuriers.

Allons plus loin. Parce qu'ils sont tout aussi incapables de tenir compte (ou de déterminer ?) des forces motrices qui ont déterminé le développement de l'humanité, ils sont incapables de saisir quelle classe dorénavant doit assumer la tâche historique de prendre la direction de l'humanité pour en assurer la continuité... N'importe quelle classe fera l'affaire, de préférence celle qui détient déjà le pouvoir pour peu qu'on pèse sur ses décisions. Du coup, ils sombrent infailliblement dans la collaboration de classes, chacun à des degrés divers.

Autre conséquence de cette ignorance : le prolétariat n'étant pas reconnue historiquement comme étant la classe destinée à prendre la direction des affaires, dès lors on ne voit pas pourquoi on devrait la croire capable un jour de remplir cette mission ; la confiance dans cette classe ne se justifiant pas, on n'a aucune raison d'axer notre combat dans sa direction. De nombreux militants vous diront qu'ils savent tout cela par cœur, oui théoriquement, mais sur le plan pratique on en cherchera en vain la traduction.

Voilà en gros en quoi consiste aujourd'hui l'état de conscience ou plutôt d'inconscience dans lequel se trouve plonger profondément le mouvement ouvrier pour s'être écarté ou avoir abandonné le marxisme révolutionnaire qui était la seule théorie à avoir justifié sur un plan pratique et historique la transformation de la classe ouvrière de classe révolutionnaire en soi en classe révolutionnaire pour soi.

J'exagère, je généralise, ce serait une erreur ? Qui avance la nécessité de rompre avec le gouvernement, avec l'Etat, avec les appareils, avec le financement des syndicats par les institutions du capital, etc., qui, quelle tendance, quel courant dans les syndicats ou les partis ? Absolument personne, simple constat. Exproprier les patrons qui nous jettent à la rue comme des chiens, mais vous n'y pensez pas, jetez dehors l'épileptique qui trône au Palais, quelle idée, vous avez raison, laissez Martine Aubry dire qu'elle prépare le départ de Sarkozy (Reuters 12.12), une grande révolutionnaire, un exemple à suivre !

Revenons au congrès de la CGT.

Selon lui « *la CES joue un très très grand rôle pour que la CGT devienne un syndicat qui reconnaisse l'économie de marché* », parce que ce ne serait pas déjà fait depuis des lustres, que pourrait-elle reconnaître d'autre après avoir rejeté le marxisme, l'économie socialiste ? Eh oui, un syndicat qui ne combat pas dans la perspective du socialisme ou de l'économie planifiée, combat forcément dans la perspective d'assurer la pérennité du capitalisme, un syndicat situe forcément son combat dans l'une ou l'autre perspective, à moins qu'il n'existe une autre perspective introuvable depuis deux siècles. Que tous les syndicats soient foncièrement réactionnaires n'est pas une nouveauté.

Par exemple, quand après-guerre la CGT était alignée sur le PCF et que Thorez déclara « *la grève est l'arme des trusts* », la CGT n'avait-elle pas déjà « *reconnu* » l'économie de marché ? Quand en septembre 1914 l'immense majorité de la CGT s'alignera sur l'Union sacrée derrière sa bourgeoisie, elle n'avait pas déjà « *reconnu* » l'économie de marché ? Il faut continuer, Roger Silvain ? Vous pouvez raconter n'importe quoi à de jeunes militants ou des vieux devenus amnésiques ou qui l'ont toujours été, mais pas à des combattants qui se réclament du marxisme révolutionnaire.

Silvain en est encore à penser qu'il n'existerait que deux courants dans le syndicalisme, « *le courant réformiste — de collaboration de classes — et ce qu'on appelle le courant "lutte de classes"* » qui ne remet pas davantage en cause le système capitaliste, ils ont en commun de rejeter ou de s'écarter de cet objectif, pour cette raison ils appartiennent bien à la même famille... réformiste.

Il faut leur ajouter un courant ultra minoritaire et inorganisé composé de marxistes révolutionnaires qui combattent pour l'abolition du capitalisme, combat contre lequel se sont toujours élevés Georges Séguy et Henri Krasucki dont Silvain se revendique.

Ni Delannoy ni Silvain n'ont fait référence à la crise actuelle du capitalisme lors de leurs interventions, ils traitent la lutte de classe comme une abstraction étrangère au développement de la crise du capitalisme, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'au point de départ leurs interventions reposent sur la négation du développement du capitalisme qui conduit le prolétariat à revendiquer le pouvoir...

La crise du capitalisme pose directement la question politique du renversement du régime comme préalable à la mise en œuvre de toute réforme progressiste profitant à l'ensemble des exploités, voilà ce que les uns et les autres s'acharnent à ignorer. De la même manière qu'elle pose avec toujours plus d'acuité pour les capitalistes la nécessité de remettre en cause les réformes consenties (ou arrachées par) au prolétariat dans le passé. Dès lors l'affrontement direct entre les classes est inéluctable.